

Service Installations classées de la DDPP
et Unité départementale de la DREAL

Arrêté préfectoral n°DDPP-DREAL-UD38-2024- 10-03
Du 04 OCT. 2024

**Portant mise en demeure à l'encontre de la société SITEL
représentée par Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés » en
qualité de liquidateur judiciaire,
pour le site qu'elle a exploité sis 18 bis rue du Bourgamon
sur la commune de Saint-Martin-d'Hères (38400)**

Le préfet de l'Isère
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment le livre Ier, titre VII (dispositions communes relatives aux contrôles et aux sanctions) et les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et R.171-1 et le livre V, titre Ier (installations classées pour la protection de l'environnement) et les articles L.511-1 et L.514-5 ;

Vu le code de justice administrative, notamment le livre IV (l'introduction de l'instance de premier ressort), titre II (les délais) et l'article R.421-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu les actes antérieurement délivrés à la société SITEL pour l'exploitation de son site sis 18 bis rue du Bourgamon sur la commune de Saint-Martin-d'Hères et notamment l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2002-13675 du 20 décembre 2002 ;

Considérant le jugement du 11 avril 2023 du tribunal de commerce de Grenoble plaçant la société SITEL (SIREN n°392488326) en liquidation judiciaire et désignant comme liquidateur judiciaire Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés » (16 rue Général Mangin 38100 Grenoble) ;

Considérant le courriel de la société SITEL du 15 janvier 2024 informant l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère de la fermeture définitive de l'entreprise depuis avril 2023 suite à sa liquidation ;

Considérant le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère du 31 janvier 2024 demandant à la société SITEL de mettre en oeuvre la procédure de cessation d'activité ;

Considérant le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère du 17 juin 2024 relançant la société SITEL sur la mise en oeuvre de la procédure de cessation d'activité, envoyé en recommandé avec accusé de réception (n°AR1E00652444955), retourné avec le motif « destinataire inconnu à l'adresse » ;

Considérant le rapport référencé 2024-Is043TS2 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère, du 26 juillet 2024 ;

Considérant le courriel du 03 septembre 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, unité départementale de l'Isère adressé à Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés », en qualité de liquidateur judiciaire, faisant office de consultation contradictoire préalable prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant le site de la société SITEL situé sur la commune de Saint-Martin-d'Hères ;

Considérant l'absence de réponse au courriel du 03 septembre 2024 au terme du délai déterminé dans la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé ;

Considérant que l'établissement exploité par la société SITEL sur le territoire de la commune de Saint-Martin-d'Hères est un établissement qui comportait des installations classées pour la protection de l'environnement soumises au régime de l'autorisation ;

Considérant que l'exploitant n'a pas encore engagé de procédure de cessation d'activité concernant les activités autorisées par arrêté préfectoral n°2002-13675 du 20 décembre 2002 contrairement aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement, et malgré les courriers de l'inspection des 31 janvier 2024 et 17 juin 2024 ;

Considérant en conséquence, que la notification de cessation d'activité au préfet, la mise en sécurité du site, la réhabilitation, ou remise en état du site et les travaux de réhabilitation ne sont pas assurés ou réalisés contrairement aux dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Considérant dans ces conditions, qu'il n'a pas été établi que toutes les mesures nécessaires à garantir les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ont bien été prises ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 I du code de l'environnement en mettant en demeure la société SITEL, représentée par la « SELARL BERTHELOT & Associés », en qualité de liquidateur judiciaire, de respecter les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de l'Isère et du chef de l'unité départementale de l'Isère de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Arrête

Article 1^{er} :

La société SITEL (SIREN n° n°392488326) dont le siège social est situé 18 bis rue du Bourgamon sur la commune de Saint-Martin-d'Hères, exploitant des installations de peinture, grenaillage et métallisation sur pièces métalliques, représentée par Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés » (16 rue Général Mangin 38100 Grenoble), en qualité de liquidateur judiciaire, est mise en demeure de respecter, pour le site qu'elle a exploité à la même adresse :

- **Dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions du code de l'environnement suivantes :

- a) la notification de cessation d'activité au préfet selon l'article R.512-39-1-I du code de l'environnement ;
- b) la mise à l'arrêt définitif en tant que telle selon l'article R.512-75-1 du code de l'environnement ;

- **Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article R.512-39-1 du code de l'environnement suivantes :

- c) la mise en sécurité de l'installation, qui vise à supprimer les risques qu'elle est susceptible de présenter pour l'extérieur (R.512-39-1 du code de l'environnement) : élimination des déchets, inertage éventuel de cuves, propreté. Cette mise en sécurité doit être attestée (ATTES-SECUR) par un organisme accrédité ;

- **Dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article R.512-39-3 du code de l'environnement suivantes :

- d) la réhabilitation, ou remise en état (article R.512-39-3 du code de l'environnement). Cette réhabilitation ou remise en état doit être attestée (ATTES-MEMOIRE) par un organisme accrédité ;

En cas de non respect de cette mise en demeure dans les délais susvisés, il pourra être pris à l'encontre de la société SITEL représentée par Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés », en qualité de liquidateur judiciaire, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, les sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 2 : Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, cet arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Isère (www.isere.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Grenoble dans le délai imparti par l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de 2 mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Cette décision peut par ailleurs faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application "Télérecours citoyens" sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Isère et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SITEL, représentée par Maître MASSELON de la « SELARL BERTHELOT & Associés », en qualité de liquidateur judiciaire, et dont copie sera adressée au maire de Saint-Martin-d'Hères.

Le préfet

*Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général*

Laurent SIMPLICIEN